

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE

rue Antoine Becquerel
CS 17216
11100 Narbonne

Références : D-2026-0040
Code AIOT : 0006400578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 27/10/2023, l'arrêté ministériel du 07/08/2023 est venu modifier l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND). L'article 64 de l'arrêté du 15/02/2016 prévoit que la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du Code de l'environnement doit être mise en oeuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets. Ces conclusions (WT - Waste Treatment) ont été publiées le 17 août 2018. En l'absence de référentiel spécifique pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la Commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15/02/2016, modifié par l'arrêté du 07/08/2023 (publié au JO le 27/10/2023), constitue le référentiel du réexamen. Dans ce cadre, une inspection a été

effectuée afin de vérifier la conformité du site avec cette réglementation, notamment sur le volet « moyens de lutte contre l'incendie ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'écopôle du Jas de Rhodes, situé sur la commune des Pennes-Mirabeau (13) est un pôle multifilières autorisé depuis le 29 septembre 1998. L'exploitant du site, la société Déchets service, est devenue, SITA Sud puis SUEZ RV MEDITERRANEE depuis 2015.

Le site est autorisé à exploiter :

Une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), autorisée à réceptionner :

- Des déchets non dangereux ultimes
- Des déchets d'exploitation (déchets minéraux non dangereux) ;

Une installation stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante liée, constituée d'un seul casier dédié au stockage d'amiante liée à des matériaux inertes. Cette partie de l'installation n'est pas en activité ;

Une plateforme DAENDV (Déchets d'Activité Économique Non Dangereux Valorisables), pour l'activité deregroupement-transit de DAENDV ;

Un bâtiment de tri comprenant :

- Une activité de tri, transit, regroupement de déchets ménagers issus de Collecte Sélective (CS) ;
- Une activité de tri de DAEND et de déchets issus de chantier du BTP (gravats et DAEND enmélange) qui n'a pas été mise en service à date.

Une activité de traitement de lixiviats du site, avec la possibilité de réceptionner et traiter des lixiviatsextérieurs ;

Une plateforme de valorisation de terres excavées et de déchets inertes issus du BTP qui n'a pas été mise en activité ;

Une plateforme de traitement et de valorisation du biogaz ;

Une tour aéro-réfrigérante pour l'évaporation des perméats du traitements des lixiviats mais qui n'est plus en service depuis le mois de mai 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le dossier de réexamen a été déposé par l'exploitant, le récolement à l'arrêté ministériel encadrant les activités de stockage de déchets non dangereux a été effectué.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Risque de sinistre	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recevabilité du dossier de réexamen	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72	Sans objet
2	Périmètre IED	Code de l'environnement du 03/08/2023, article R515-58	Sans objet
3	Rapport de base	Code de l'environnement du 10/06/2024, article R515-59	Sans objet
4	Autres BREFs	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R515-73	Sans objet
5	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
6	Alarme	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
7	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Sans objet
8	Exercice défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de l'ISDND Jas de Rhôdes est réalisée dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) et des prescriptions de l'AMPG ISDND applicables.

L'inspection n'a pas relevé de non conformité, toutefois il est demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure spécifique pour le personnel concernant le recouvrement par des matériaux en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recevabilité du dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-72

Thème(s) : Situation administrative, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dossier de réexamen comporte :</p> <p>1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;</p> <p>2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;</p> <p>3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) exploitée par Suez située aux Pennes Mirabeau est classée au titre de la directive IED 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».</p> <p>À ce titre, elle est soumise aux procédures inhérentes au statut IED : le recours aux Meilleures Techniques disponibles (MTD) dans l'exploitation des activités, le réexamen périodique des conditions d'autorisation et des dispositions particulières à la remise en état du site.</p> <p>La décision d'exécution 2018/1147 de la commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets exclut les ISDND de son champ d'application. En l'absence de référentiel pour les ISDND dans la décision d'exécution 2018/1147 de la commission européenne, la conformité à l'arrêté du 15 février 2016 modifié constitue le référentiel de réexamen. Certains articles de l'arrêté de 2016 ont été modifiés le 07/08/2023,</p> <p>Par un courriel daté du 16/08/2022 2024, SUEZ RV a transmis un dossier présentant son analyse de conformité vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, ce rapport a ensuite été complété par l'exploitant suite à la modification de l'arrêté ministériel du 07/08/2023, un deuxième envoi a été fait le 30/08/2024.</p> <p>Le premier dossier a donc été remis avant le 17 août 2022 (date réglementaire) afin de conclure une procédure de réexamen de l'autorisation avant le 17 août 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 2 : Périmètre IED
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/08/2023, article R515-58
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a défini dans le périmètre de son réexamen IED les installations relevant des rubriques 3000 de la nomenclature et les activités s'y rapportant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution. Il mentionne l'installation principale classée sous la rubrique 3540 qui correspond à l'installation de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>L'ISDND est composée par les éléments suivants: casier de stockage; ouvrage de collecte et transport des lixiviats, ouvrage de collecte et de transport du biogaz</p> <p>Les installations connexes sont: installations de valorisation du biogaz, installation de traitement des lixiviats, un bassin de lixiviats, un bassin de perméats, un bassin de récupération des eaux pluviales issus du ruissellement qui peuvent être rejetées en milieu naturel, des piézomètres pour suivre les eaux souterraines.</p> <p>Le centre de tri de collecte sélective et la plateforme de tri des DAENV sont exclus du périmètre IED car ils ne sont pas liés à l'installation principale.</p> <p>Le périmètre IED défini par l'exploitant correspond bien à ses activités ainsi qu'aux équipements qui s'y rapportent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rapport de base

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/06/2024, article R515-59</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rapport</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] 3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p>

Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;

b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.

II.-Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.

Constats :

Le rapport de base a été établi en 2013 lors de la demande d'autorisation au titre de la rubrique 3540.

Le rapport de base comprend bien les informations demandées ;

- L'historique des différents projets menés sur le site, l'extension des activités, les rubriques concernées. L'exploitant évoque qu'aucune substance ou mélange dangereux CLP pertinent n'est utilisé ou produit par le Pôle multi-filières du Jas de Rhodes, cependant l'activité présente un risque de pollution du sol et des eaux souterraines sur le site d'exploitation.

- Modalités pour éviter et limiter les éventuelles pollutions des sols et des eaux souterraines avec une description partielle des potentielles sources de pollution des sols et des eaux souterraines. Concernant les lixiviats, ces derniers sont désormais traités dans une station interne alors qu'en 2013, les lixiviats étaient traités dans des stations d'épuration externes.

- Données géologiques générales du site et données issues des sondages carottés réalisés lors de l'établissement de piézomètres profonds.

- Sont évoqués huit piézomètres historiques dans le rapport de base : initialement, avant 2013, il s'agissait des piézomètres PZA, PZB, PZC, PZC bis et PZ2, ceux-ci ont été rebouchés et l'ouvrage PZA, localisé au droit de la zone d'exploitation de JDR II, a été remplacé par l'ouvrage PZG. Les piézomètres PZD, PZE, PZF et PZH ont ensuite été mis en place. Le PZF a également été rebouché. Le dernier arrêté préfectoral de 2019 recense quatre piézomètres PZD, PZE, PZG et PZH. Le nombre de piézomètres a donc baissé, il n'y en a plus que quatre, la situation du site ayant évolué (casier reconfiguré avec l'extension JDR3). Un point d'attention est souligné par l'exploitant pendant l'inspection et évoque que l'analyse des sols n'est pas pertinente sur l'emprise des installations IED en raison de la nature calcaire des sols en place (calcaire sub-affleurant)

- Le rapport de base de 2013 n'évoque aucun dépassement vis-à-vis des rejets en milieu naturel par rapport à l'arrêté préfectoral du site de l'époque.

- Concernant les eaux souterraines, les analyses du rapport de base ont été réalisées annuellement sur quatre piézomètres PZB, PZA, PZD et PZC (devenu PZCbis en 2002) pour les paramètres PH, Redox, Résistivité, COT entre 2002 et 2006 puis sur PZD, PZA et PZCbis entre 2006 et 2009, puis sur PZA PZD, PZC bis et PZF entre 2009 et 2010 puis PZE PZD, PZG et PZF en 2011. Des campagnes quadriennales ont été également réalisées en 2003, 2007 et 2011 et ont considéré les paramètres suivants : bactérie lactose positive, Cuivre, Coliformes thermotolérants, Mercure, Coliformes totaux, Potassium, streptocoques fécaux, Magnésium, Salmonelles, Manganèse, Nitrites, Sodium, Nitrates, Nickel, DBO5, Plomb, DCO, Etain, Ammonium, Zinc, Chlorures, Ostrophosphates, Sulfates, HAP, Calcium, AOX, Cadmium, PCB, Chrome, BTEX. Le rapport de base montre une homogénéité des paramètres, sans tendance d'évolution nette, seules des variations ponctuelles sont observées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autres BREFs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R515-73

Thème(s) : Situation administrative, BREFs

Prescription contrôlée :

I. - Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

II. - Si le réexamen conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions et en l'absence d'arrêté complémentaire pris conformément à l'article L. 515-29, le préfet le notifie à l'exploitant.

Constats :

Concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), l'article 63 de l'arrêté ministériel du 25/02/2016, modifié en date du 07/08/2023, rend applicables aux ISDND les articles suivants de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation:

- les articles 2, 4, 19 (sauf son dernier alinéa) et 49 sont applicables aux installations nouvelles et existantes au 1er janvier 2024 ;
- l'article 24 est applicable aux installations nouvelles et existantes au 1er juillet 2023.

Dans son réexamen IED, l'exploitant indique avoir pris connaissance de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 ; un complément au dossier de réexamen a été transmis en 2023, l'exploitant s'est positionné sur chaque article nouvellement applicable de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

Le dossier de réexamen intègre bien un récolement intégral avec l'arrêté ministériel de 2016.

Suite à ce récolement, quatre actions sont à mettre en place par l'exploitant :

- synthèse des résultats de contrôles des systèmes de collecte et traitement du biogaz n'est pas présentée dans le rapport annuel (**article 21 de l'Arrêté Ministériel**) → présentation de ces résultats dans le rapport annuel d'activité → **réalisé**

- temps de fonctionnement de la torchère n'est pas présenté dans le rapport annuel (**article 21 de l'Arrêté Ministériel**)→ présentation de ce résultat dans le rapport annuel d'activité 2024 → **réalisé**
- les données météorologiques ne sont pas complètes (**article 22 de l'Arrêté Ministériel**)→ les données météorologiques seront complétées afin d'avoir l'intégralité des données exigées → les données ont bien été complétées dans le rapport annuel d'activité de 2024 → **réalisé**
- Le site n'a pas mis en place de procédure avec caractérisation du gisement produite par le producteur (**article 27 de l'Arrêté Ministériel modifié par l'Arrêté Ministériel du 16 septembre 2021**)→ Mise en place de la caractérisation par les producteurs (vérifié lors de l'inspection du 25 novembre 2025) → **réalisé**

Concernant le plan d'action évoqué par l'exploitant, il a donc été vérifié que toutes les actions ont été réalisées.

L'exploitant s'est positionné vis-à-vis des BREFs transversaux suivants :

- *Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS)*: l'exploitant n'évoque aucune action à entreprendre pour se mettre en conformité, les matières dangereuses sont bien stockées sur rétention, il déclare que les exigences sur les bassins et les canalisations sont considérées et respectées au regard de l'arrêté ministériel s'appliquant aux ISDND
- *Efficacité énergétique (ENE)* : valorisation du biogaz par des moteurs de valorisation, système de management de l'efficacité énergétique, modes opératoires et procédures favorisant la performance énergétique

Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux

À l'issue de l'analyse de conformité, l'exploitant indique ne pas être concerné par la nécessité d'actualisation des prescriptions en application du III de l'article R.515-70 du Code de l'environnement, en effet :

- La pollution causée par le site n'est pas telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelle valeur limite.
- la sécurité de l'exploitation ne nécessite pas le recours à d'autres techniques.
- le site n'est pas concerné par une nouvelle norme de qualité environnementale (NQE) ou une NQE révisée.

Il n'est pas nécessaire d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection incendie

Prescription contrôlée :

La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes

désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

Constats :

Deux parties de l'installation disposent de dispositif de détection en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire.

- Pour la zone en exploitation --> une caméra thermique balaye, en permanence la zone de déchargement et d'enfouissement des déchets. Une deuxième caméra thermique assure une redondance. L'ensemble de la caméra thermique n'a pas été touché par l'incendie du 08/07/2025. L'exploitant a transmis a posteriori de l'inspection une fiche d'intervention de maintenance préventive des caméras thermiques pour les dates du 14/04/2025 et du 26/09/2025.

- Pour la plateforme de valorisation des biogazs -->une centrale incendie composée de quatre détecteurs de gaz et fumées (2*2) sont disposés dans les deux moteurs de valorisation (deux par moteur). Au préalable, lors d'une l'inspection menée en juin 2024, il a été constaté qu'un détecteur situé dans le container du moteur n°1 était hors service et à changer. Une facture datée du 11/06/2024 transmise par l'exploitant indique que le remplacement de la centrale a eu lieu. Le capteur bas a été contrôlé par la société BE ATEX le 16/09/2024 et indique un fonctionnement acceptable. La centrale a encore été vérifiée le 31/07/2025 après l'incendie, des actions qui devront être mises en place lors d'un prochain contrôle sont évoquées.

Chaque semaine un contrôle interne de fonctionnalité des motopompes est exercé par l'exploitant.

En cas de détection d'une température anormalement élevée sur le casier d'exploitation, le déclenchement de l'alarme est transmis par SMS vers la centrale d'incendie et vers les responsables d'astreinte et le gardien du site. En dehors des heures d'ouverture, il y a présence d'un gardien en permanence qui effectue des rondes régulières, avec pointages aux différents endroits stratégiques de l'installation. C'est le même fonctionnement sur la plateforme de valorisation du biogaz, un SMS est envoyé, une alarme sonore se déclenche et un agent maintenance intervient sur la plateforme du biogaz. L'astreinte est constituée par un conducteur et un encadrant. Une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel. Le personnel qui effectue les rondes rédige un rapport. Lors de l'inspection, un rapport de ronde daté du 07/10/2025 a été vérifié, ce rapport indiquait la date de 17h42, l'heure de passage a bien été effectuée deux heures après dernier apport de déchets. Le dispositif d'astreinte est bien mentionné dans le PDI en page 10, le logigramme est détaillé.

Le plan de défense incendie (dernière actualisation le 10/06/2024) détaille les consignes à tenir en cas d'incendie sur site en fonction des personnes présentes sur site (période ouvrée et non ouvrée).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Constats :

Le téléphone portable du gardien à l'accueil (téléphone qui se transmet entre gardien) permet d'appeler les services d'incendie et de secours. L'alarme incendie n'est pas reliée au standard du SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Plan défense incendie

Prescription contrôlée :

- I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :
- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;
 - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
 - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une

<p>description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2024, la complétude du document avait été analysée lors d'une inspection. L'exploitant dispose bien d'un plan de défense incendie comprenant les documents visés.</p> <p>Une présence humaine est assurée en permanence soit par le personnel d'exploitation soit par un gardien. En plus de la transmission du plan incendie au SDIS, l'exploitant met à disposition des services de secours, à l'entrée du site, une « Boite Pompier ». Cette boîte contient le plan stratégique de l'installation avec les points d'eaux, les sectionnements du réseau biogaz, les endroits à enjeux (la zone en cours d'exploitation, la plateforme de valorisation des biogaz, plateforme de traitement des lixiviats, bassins, centre de tri....). La dernière actualisation du PDI date du 10/06/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Exercice défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux exercices incendie ont été réalisés en 2025 : un exercice dans l'alvéole bois de la plateforme de tri et transit de déchets économiques et un exercice dans l'installation d'enfouissement.</p> <p>Deux rapports ont été élaborés et vérifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un rapport pour l'exercice du 4 mars 2025 réalisé avec le SDIS et un ingénieur du groupe SUEZ responsable des risques, nom du rapport: "CHILLING COMPTES RENDUS TESTS SITUATIONS D'URGENCE DAENDV du 04-03-2025" - Un rapport pour l'exercice du 24/06/2025 - "exercice en interne depuis la zone de vidage Exercice K2 - 06 -25" <p>Les rapports sont bien étayés et pointent des actions d'amélioration (par exemple formation pour le démarrage de motopompes).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Risque de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Formation sinistre
Prescription contrôlée : Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : Pour l'utilisation et transport de matériaux de recouvrement, il est nécessaire d'utiliser un chargeur, le CACES délivre une autorisation de conduite de ce type d'engin. L'exploitant a évoqué le jour de l'inspection que c'est lors des visites managériales de sécurité (VMS) que des échanges sont réalisés avec le personnel sur cette thématique spécifique, une visite a eu lieu début juillet (le 1/07/2025) au début de la période de fortes chaleurs. Dans ce cadre, le responsable évalue la capacité de l'agent à utiliser des matériaux pour arrêter les départs de feu, L'exploitant n'évoque pas l'existence de procédure écrite. Des comptes rendus de VSM ont été transmis par l'exploitant, les salariés sont évalués par rapport à leur connaissance de la conduite à tenir. Le personnel extérieur au site intervient sous couvert d'un plan de prévention, un protocole de sécurité est transmis aux transporteurs pour le chargement et le déchargement des poids lourds. Les visiteurs reçoivent une information sur les consignes générales de sécurité, notamment du risque incendie lors de l'accueil sécurité. Lorsqu'une entreprise intervient pour la première fois, un accueil sécurité est réalisé lors de l'établissement du protocole de sécurité. Dans le protocole de sécurité et le plan de prévention transmis par l'exploitant, une analyse de risques est annexée et mentionne cinq risques dont le risque incendie. Un rappel est mentionné sur l'interdiction de fumer sur tout le site à l'exception des zones réservées aux fumeurs au centre de tri et bâtiment administratif. Les consignes générales à respecter en cas d'accidents ou d'incidents sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Faire évacuer la zone- Faire alerter ou alerter les secours- Couper les énergies (électricité, gaz...) En cas de départ de feu, maîtriser le sinistre avec les équipements disponibles si vous êtes formés Les numéros d'urgence sont mentionnés dans le document.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place une procédure spécifique pour le personnel concernant le recouvrement par des matériaux en cas d'incendie

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois